

Appel de l'UE pour la reprise du dialogue politique au Burundi

PANA, 25 février 2016 Bruxelles, Belgique - "Il n'y a pas de solution à la crise burundaise autrement que par le dialogue politique inclusif, sous médiation internationale et dans le respect de l'Accord d'Arusha et de la Constitution du Burundi", souligne un communiqué du Conseil des Etats membres transmis jeudi à la presse. Dans ce communiqué, l'UE appelle toutes les parties et, en particulier, les autorités burundaises à s'inscrire dans cette logique, déplorant d'ailleurs l'absence de tous les efforts de la communauté internationale, la situation politique au Burundi demeure dans l'impasse".

L'UE menace, qu'en cas d'absence de signaux positifs, elle pourrait décréter des mesures restrictives de la coopération avec le Burundi, en conformité avec l'article 96 de l'Accord de Cotonou, en vertu duquel, l'UE peut suspendre totalement ou partiellement la coopération avec un pays ACP partenaire ayant violé les principes démocratiques. Dans son communiqué, l'UE condamne tout recours à la force pour résoudre la crise et réitère « qu'elle attache la priorité à la protection et au soutien à la population ». L'UE fait enfin observer à cet égard que les consultations politiques ayant lieu le 9 décembre dernier à Bruxelles, en vue de remédier à la situation d'urgence concernant les violations des principes démocratiques de l'Etat de droit et des droits de l'homme, n'ont pas abouti. Cet appel de l'UE internationale qu'une mission de haut niveau de l'Union africaine, conduite par le président sud-africain, Jacob Zuma, et comprenant plusieurs chefs d'Etat africains séjourne au Burundi pour tenter de renouer le fil du dialogue entre les protagonistes de la crise.